

## "Pour Sofia et Bucarest, l'Europe est encore loin" dans Le Monde (3 août 2005)

**Légende:** Le 3 août 2005, le quotidien français Le Monde rend compte de la crise politique que traversent la Bulgarie et la Roumanie au risque de reporter leur adhésion à l'Union européenne.

**Source:** Le Monde. 03.08.2005. Paris.

**Copyright:** (c) Le Monde

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/"pour\\_sofia\\_et\\_bucarest\\_l\\_europe\\_est\\_encore\\_loin"\\_dans\\_le\\_monde\\_3\\_aout\\_2005-fr-3775c4c0-1ba0-4e4d-a767-a9f5577e1dfe.html](http://www.cvce.eu/obj/)

**Date de dernière mise à jour:** 19/09/2012

## Pour Sofia et Bucarest, l'Europe est encore loin

### Mirel Bran

Une crise politique plonge la Bulgarie et la Roumanie dans l'incertitude. Après avoir signé le traité d'adhésion à l'Union européenne le 25 avril à Luxembourg, les deux pays espéraient devenir membres à part entière au 1<sup>er</sup> janvier 2007.

Depuis, Bucarest et Sofia attendent avec anxiété le rapport d'évaluation de la Commission européenne, qui devrait être rendu public en octobre. Une clause de sauvegarde prévoit le report de leur adhésion à 2008 si les deux pays n'effectuent pas les réformes demandées par Bruxelles. Le point névralgique des négociations est la réforme de la justice que les deux capitales s'étaient engagées à accomplir avant la rentrée. Or, vu le contexte politique actuel, ce pari est loin d'être gagné.

A l'issue des élections législatives du 25 juin en Bulgarie, le Parti socialiste bulgare (PSB), qui avait obtenu 31% des suffrages, a formé un gouvernement minoritaire avec l'appui du parti de la minorité turque, le Mouvement des droits et des libertés (MDL), qui représente 12% des voix. Jeudi 28 juillet, après des débats très tendus, le Parlement de Sofia a refusé de voter la confiance.

Aux termes de la Constitution, le président socialiste Georgui Parvanov est tenu de demander à Siméon de Saxe-Cobourg-Gotha (l'ancien roi Siméon II), dont le mouvement n'a obtenu que 20% des suffrages lors des dernières élections, de former le nouveau gouvernement. A la tête d'un gouvernement de centre droit de 2001 à 2005, l'ancien monarque a toutefois peu de chances de rassembler une droite émietlée pour former le futur exécutif.

Le leader des socialistes, Sergueï Stanichev, 39 ans, a accusé le Mouvement national Siméon II (MNS II) de s'être allié avec la droite et avec Ataka, un parti xénophobe et raciste, pour le faire échouer, et de «porter atteinte à l'image de la Bulgarie et à son avenir européen». Créé deux mois avant les élections du 25 juin, le mouvement extrémiste Ataka avait récolté 9% des suffrages. Si Siméon II ne parvient pas à imposer son gouvernement au Parlement, ce qui est très probable, la Bulgarie devra organiser des élections anticipées à l'automne.

Selon les analystes, les Bulgares pourraient alors être tentés de sanctionner la classe politique en donnant leurs voix à Ataka. «Des élections anticipées vont créer d'énormes problèmes car le vote de protestation sera encore plus fort et le Parlement aura encore plus de mal à fonctionner», explique le politologue Ivan Krastev.

Derrière le langage diplomatique, la Commission européenne s'inquiète de la crise que traverse la Bulgarie dix-sept mois avant son adhésion à l'Union européenne. «Le nouveau gouvernement bulgare doit poursuivre les préparatifs d'adhésion en adoptant les réformes nécessaires pour que la Bulgarie intègre l'Union au 1<sup>er</sup> janvier 2007, affirme un communiqué de la Commission rendu public aussitôt après le rejet par le Parlement de l'exécutif minoritaire. Nous ne pensons pas qu'il soit trop tard, mais chaque jour compte dans la préparation des réformes.» Bruxelles a envoyé le même message à la Roumanie, qui espère, elle aussi, adhérer à l'UE au 1<sup>er</sup> janvier 2007.

A l'instar de Sofia, Bucarest risque aussi de connaître une crise politique. Après avoir annoncé deux fois sa «démission irrévocable», le premier ministre roumain, Călin Tariceanu, est revenu devant le Parlement, le 20 juillet, pour demander un vote de confiance. «L'intégration de la Roumanie à l'Union européenne en janvier 2007 est la priorité numéro un du gouvernement, a-t-il déclaré. Je m'engage à accomplir cet objectif en partenariat avec l'Union européenne. Pour cela, nous allons accorder chaque minute, chaque heure, chaque jour au processus d'adhésion à l'UE, selon les conseils du commissaire à l'élargissement, Olli Rehn.»

### Les extrémistes à l'affut

C'est à la suite d'une rencontre avec le commissaire européen, le 18 juillet à Bruxelles, que le premier ministre roumain est revenu sur sa démission. L'intégration de la Roumanie dans l'UE fait l'objet d'une clause de sauvegarde particulièrement sévère qui prévoit un report de son adhésion en 2008 si Bucarest ne s'attaque pas à la réforme de la justice.

*« Mon devoir en tant que commissaire à l'élargissement est d'exprimer mon inquiétude concernant la situation politique en Roumanie, a affirmé Olli Rehn après son entretien avec le chef de l'exécutif. Pour le moment, la priorité absolue de la Roumanie est de préparer l'adhésion à l'Union européenne, particulièrement en ce qui concerne la réforme du système judiciaire et la lutte contre la corruption. »*

La démission annoncée du premier ministre roumain avait le même objectif, étant la première étape pour entamer la procédure des élections anticipées en octobre. La réforme de la justice avait été bloquée par l'opposition sociale-démocrate, héritière du Parti communiste, et le parti extrémiste de la Grande Roumanie. Seule la pression du président Traian Basescu, qui avait promis, lors de son arrivée à la présidence en décembre 2004, d'éradiquer la corruption, a convaincu le Parlement de revoter la nouvelle loi sur la justice.

Partisan convaincu des élections anticipées, le président roumain compte renforcer l'alliance de centre-droite qui l'a porté au pouvoir pour accélérer les réformes exigées par la Commission européenne. Cependant il se heurte au refus du premier ministre de démissionner, ce qui lui permettrait de déclencher la procédure des élections anticipées.

Toutes deux en proie à l'instabilité politique, la Roumanie et la Bulgarie risquent de voir leur adhésion à l'Union européenne reportée à 2008. Les mouvements extrémistes des deux pays comptent bien exploiter cette éventualité, [...] confondues - nationalistes compris - n'a guère été capable d'anticiper puis de gérer les conflits dans les domaines dont elle avait pourtant la charge : énergie, transports... n'hésitant d'ailleurs pas à appeler à la rescousse un Etat qui, la veille, était paré de tous les défauts.

La vérité est que derrière nos beaux discours nous peinons à nous prendre en charge parce que nous manquons tout simplement de confiance en nous-mêmes. Nous possédons l'un des statuts les plus progressistes qui soit mais nous l'ignorons sans vergogne pour encore et toujours désigner les coupables de notre sort à l'extérieur de notre propre sphère.

Quoi qu'il en soit, le droit de contestation ne saurait être confondu avec la menace que font peser sur les élus une clandestinité aux abois et le plasticage de certains d'entre eux. C'est tout simplement insupportable.

La violence politique nous menace tous. Elle occupe nos esprits et empêche la maturation de notre imagination. Elle voile les véritables responsabilités dans le marasme actuel. Il faut qu'elle prenne fin avant qu'elle ne nous tue.